



**Monsieur Mars Di Bartolomeo**  
**Président de la Chambre des Députés**

Luxembourg, le 2 décembre 2014

Monsieur le Président,

Par la présente, j'ai l'honneur de vous informer que conformément à l'article 80 du Règlement de la Chambre des Députés, je souhaiterais poser une question parlementaire à Monsieur le Ministre des Finances, à Madame le Ministre de la Famille, à Madame le Ministre de la Santé, à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale et à Monsieur le Ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse concernant l'accord trouvé vendredi dernier avec les représentants salariaux.

D'après les termes de cet accord, le gouvernement se serait engagé auprès des représentants salariaux à transposer l'accord salarial dans la fonction publique sur les salariés tombant dans le champ d'application des conventions collectives de travail FHL et SAS.

Le budget pour l'année 2014 prévoyait déjà dans son article 33.001. (code : 01.33) « Accord salarial : Dépenses à charge du budget de l'Etat pour le secteur public élargi » une enveloppe de 3.968.000 euros, celui pour 2015 se limitant au montant de 100 euros.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes aux Ministres précités :

- Quel est l'impact financier pour le budget de l'Etat 2015 de la transposition de l'accord salarial dans la fonction publique sur les salariés susmentionnés ? Quid de l'impact pour les années subséquentes ? Quel est l'impact global sur le budget de la transposition de l'accord salarial au secteur public élargi en 2015 et pour les années subséquentes ? Serait-il possible d'en obtenir le détail par secteur (personnes âgées, maisons relais pour enfants, jeunesse, etc.), communes, établissements publics et autres ?
- A considérer que la situation financière de la sécurité sociale évoluera de manière à rendre nécessaire une hausse des cotisations, le gouvernement entend-il alors respecter l'engagement pris auprès des représentants salariaux et augmenter sa propre participation ? A défaut, comment l'Etat entend-il réagir à une telle situation ?

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer que ladite transposition n'a pas encore été budgétisée dans le projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat 2015 ?

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma parfaite considération.

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'L' followed by a series of loops and a horizontal stroke at the end.

Laurent Mosar  
Député

**Réponse commune du Ministre des Finances, de la Ministre de la Famille et de  
l'Intégration, du Ministre de la Sécurité sociale et du Ministre de l'Education  
nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse à la question parlementaire n°761 et  
de Monsieur le député Laurent Mosar  
datée du 2 décembre 2014**

---

La réforme dans la Fonction publique aura certainement un impact sur les négociations des conventions collectives du secteur hospitalier et du secteur d'aides et de soins et du secteur social. Les adaptations passées des conventions collectives se sont largement inspirées des accords salariaux négociés dans la Fonction publique. Le Gouvernement maintient le principe que l'accord salarial de la Fonction publique soit transcrit auxdits secteurs. Plus spécifiquement l'allocation d'une prime unique (0,9% du traitement annuel) et l'augmentation de la valeur du point indiciaire (2,2%) seront à prendre en considération.

De même, le Gouvernement est d'avis que la transcription devra impérativement tenir compte des autres mesures envisagées au niveau de Fonction publique, à savoir le reclassement de certaines carrières du personnel soignant, la prolongation des périodes de stage, la pondération des rémunérations de début de carrière sur la durée du stage et la suppression de la majoration de l'indice. Une transcription indifférenciée de ces mesures prévues dans la Fonction publique vers le secteur hospitalier et le secteur d'aides et des soins engendrerait des économies de l'ordre de 0,8% de la masse des traitements à court terme et de 1,5% à moyen terme en vue d'assurer un effet neutre du point de vue budgétaire à long terme.

Le point 12 de l'accord entre le Gouvernement et la CGFP, l'OGBL et le LCGB à l'issue des discussions du 28 novembre 2014 prévoit que le renouvellement des conventions collectives de travail FHL (établissements hospitaliers) et SAS (secteurs d'aides et de soins et du secteur social) est négocié sur base d'une enveloppe globale fixée suivant les dispositions inscrites à l'article 28 de la convention collective de travail FHL, respectivement à l'article 12 de la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'Etat et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique, dite loi ASFT.

Plus spécifiquement concernant le secteur d'aides et de soins (SAS), la question de la transposition de l'accord salarial de la Fonction publique devra être soumise à l'avis de la commission paritaire. Cet avis devra comprendre une évaluation de l'impact financier pour le secteur ainsi qu'une proposition d'adaptation du montant de l'enveloppe financière. Au niveau du secteur hospitalier (FHL), la convention collective prévoit une méthode de calcul dont la finalité consiste à transposer et chiffrer les incidences des adaptations catégorielles et générales des rémunérations, des traitements et des conditions de travail dans la Fonction publique luxembourgeoise sur les salariés tombant dans le champ d'application de la convention collective de travail des établissements hospitaliers luxembourgeois. A l'heure

actuelle, il est difficile de se prononcer sur l'impact définitif des transpositions envisagées, les discussions au niveau de la commission paritaire n'ayant pas encore débuté.

La situation financière de l'assurance maladie, et plus spécifiquement le financement des établissements hospitaliers par l'enveloppe budgétaire bisannuelle, et de l'assurance dépendance permettra d'absorber graduellement les surcoûts temporaires engendrés par la transposition de l'accord salarial de la Fonction publique sans devoir recourir à une augmentation du taux de cotisation ou de la participation de l'Etat.